

Gel et pluies estivales : une météo capricieuse

Le gel a « frappé fort » cette année, provoquant des dégâts en arboriculture et sur les betteraves dont certaines parcelles ont dû être ressemées. Relativement épargnées, les céréales ont cependant essuyé une pluviométrie importante tout au long de l'été, perturbant les chantiers de récolte.



L. Escoffier

L'EXPERTE

« Pour répondre aux attentes sur le bien-être animal, chacun a un rôle à jouer et une responsabilité »

En tant qu'éleveur, comment raisonner ses investissements au regard des demandes sociétales sur le bien-être animal ?

Les éleveurs sont confrontés à de multiples attentes, sur le bien-être animal, mais aussi l'environnement, le sanitaire, avec une priorisation qui peut changer. Il est difficile d'être dans le bon tempo, ni trop rapide pour ne pas supporter seul les surcoûts, ni trop lent pour que le pas à franchir reste possible.

C'est aussi difficile pour tous les acteurs de la filière – conseillers, financeurs... – d'y voir clair sur les choix gagnants à long terme. Chacun a un rôle à jouer et une responsabilité. Les éleveurs doivent être en veille sur les attentes de société et surtout les nouvelles exigences apportées par la réglementation, comme en Allemagne avec la fin des cages en maternité. Ce sont des signaux à prendre en compte dans le choix d'investissement. Les cahiers des charges privés doivent engager les éleveurs dans la bonne voie. Les collaborations de plus en plus fréquentes avec certaines ONG pour construire les référentiels peuvent y contribuer. Enfin, les instituts techniques doivent identifier les points de vigilance, les évolutions sociétales et réglementaires à venir.



DR

Christine Roguet, cheffe de projet au pôle économie de l'Institut du porc (Ifip).

N'y a-t-il pas un risque de découragement des producteurs ?

Le découragement peut survenir quand se cumule la pression sociétale, politique, réglementaire et économique comme en Allemagne. Mais la France n'est pas l'Allemagne. Chez notre voisin, la pression est énorme depuis des années et a conduit à un recul net de sa production. Tout ce qui en faisait la compétitivité (les distorsions fiscales, sociales et environnementales) s'effondre avec de nombreuses réglementations très pénalisantes.

Sans parler des orientations du plan Borchert pour transformer l'élevage porcin d'ici à 2040 : plein air, 40 % de surface en plus, queues entières... En France, la production résiste. Les stratégies d'évolution des éleveurs sont performantes en termes de recherche d'autonomie et de valeur ajoutée. L'organisation en groupements de l'amont est une particularité française et une force en matière de conseil et d'accompagnement des éleveurs.

Comment justifier auprès des consommateurs un surcoût lié à plus de bien-être animal en élevage ?

En 2015, 70 % des Français déclaraient, lors du sondage Eurobaromètre, être prêts à payer plus pour plus de bien-être animal, mais jusqu'à 5 %, voire 10 % plus cher seulement. En 2018, un autre sondage a montré que le premier critère d'achat de jambon était le prix, devant l'origine. Or la transformation des élevages génère des investissements et des surcoûts très élevés. Pour accompagner l'augmentation des prix, trois leviers peuvent être actionnés : la sensibilisation des consommateurs au prix à payer, la communication et la transparence avec des cahiers des charges accessibles et compréhensibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT GUYOT

Gel et pluies estivales : une météo capricieuse

Le gel a « frappé fort » cette année, provoquant des dégâts en arboriculture et sur les betteraves dont certaines parcelles ont dû être ressemées. Relativement épargnées, les céréales ont cependant essuyé une pluviométrie importante tout au long de l'été, perturbant les chantiers de récolte.



L. Escoffier

L'EXPERTE

« Pour répondre aux attentes sur le bien-être animal, chacun a un rôle à jouer et une responsabilité »

En tant qu'éleveur, comment raisonner ses investissements au regard des demandes sociétales sur le bien-être animal ?

Les éleveurs sont confrontés à de multiples attentes, sur le bien-être animal, mais aussi l'environnement, le sanitaire, avec une priorisation qui peut changer. Il est difficile d'être dans le bon tempo, ni trop rapide pour ne pas supporter seul les surcoûts, ni trop lent pour que le pas à franchir reste possible.

C'est aussi difficile pour tous les acteurs de la filière – conseillers, financeurs... – d'y voir clair sur les choix gagnants à long terme. Chacun a un rôle à jouer et une responsabilité. Les éleveurs doivent être en veille sur les attentes de société et surtout les nouvelles exigences apportées par la réglementation, comme en Allemagne avec la fin des cages en maternité. Ce sont des signaux à prendre en compte dans le choix d'investissement. Les cahiers des charges privés doivent engager les éleveurs dans la bonne voie. Les collaborations de plus en plus fréquentes avec certaines ONG pour construire les référentiels peuvent y contribuer. Enfin, les instituts techniques doivent identifier les points de vigilance, les évolutions sociétales et réglementaires à venir.



DR

Christine Roguet, cheffe de projet au pôle économie de l'Institut du porc (Ifip).

N'y a-t-il pas un risque de découragement des producteurs ?

Le découragement peut survenir quand se cumule la pression sociétale, politique, réglementaire et économique comme en Allemagne. Mais la France n'est pas l'Allemagne. Chez notre voisin, la pression est énorme depuis des années et a conduit à un recul net de sa production. Tout ce qui en faisait la compétitivité (les distorsions fiscales, sociales et environnementales) s'effondre avec de nombreuses réglementations très pénalisantes.

Sans parler des orientations du plan Borchert pour transformer l'élevage porcin d'ici à 2040 : plein air, 40 % de surface en plus, queues entières...

En France, la production résiste. Les stratégies d'évolution des éleveurs sont performantes en termes de recherche d'autonomie et de valeur ajoutée. L'organisation en groupements de l'amont est une particularité française et une force en matière de conseil et d'accompagnement des éleveurs.

Comment justifier auprès des consommateurs un surcoût lié à plus de bien-être animal en élevage ?

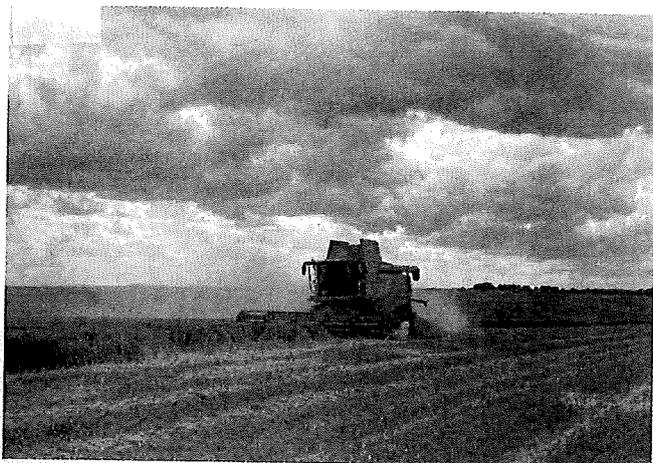
En 2015, 70 % des Français déclaraient, lors du sondage Eurobaromètre, être prêts à payer plus pour plus de bien-être animal, mais jusqu'à 5 %, voire 10 % plus cher seulement. En 2018, un autre sondage a montré que le premier critère d'achat de jambon était le prix, devant l'origine. Or la transformation des élevages génère des investissements et des surcoûts très élevés.

Pour accompagner l'augmentation des prix, trois leviers peuvent être actionnés : la sensibilisation des consommateurs au prix à payer, la communication et la transparence avec des cahiers des charges accessibles et compréhensibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT GUYOT

Gel et pluies estivales : une météo capricieuse

Le gel a « frappé fort » cette année, provoquant des dégâts en arboriculture et sur les betteraves dont certaines parcelles ont dû être ressemées. Relativement épargnées, les céréales ont cependant essuyé une pluviométrie importante tout au long de l'été, perturbant les chantiers de récolte.



L. Escoffier

L'EXPERTE

« Pour répondre aux attentes sur le bien-être animal, chacun a un rôle à jouer et une responsabilité »

En tant qu'éleveur, comment raisonner ses investissements au regard des demandes sociétales sur le bien-être animal ?

Les éleveurs sont confrontés à de multiples attentes, sur le bien-être animal, mais aussi l'environnement, le sanitaire, avec une priorisation qui peut changer. Il est difficile d'être dans le bon tempo, ni trop rapide pour ne pas supporter seul les surcoûts, ni trop lent pour que le pas à franchir reste possible.

C'est aussi difficile pour tous les acteurs de la filière – conseillers, financeurs... – d'y voir clair sur les choix gagnants à long terme. Chacun a un rôle à jouer et une responsabilité. Les éleveurs doivent être en veille sur les attentes de société et surtout les nouvelles exigences apportées par la réglementation, comme en Allemagne avec la fin des cages en maternité. Ce sont des signaux à prendre en compte dans le choix d'investissement. Les cahiers des charges privés doivent engager les éleveurs dans la bonne voie. Les collaborations de plus en plus fréquentes avec certaines ONG pour construire les référentiels peuvent y contribuer. Enfin, les instituts techniques doivent identifier les points de vigilance, les évolutions sociétales et réglementaires à venir.



Christine Roguet, cheffe de projet au pôle économie de l'Institut du porc (Ifip).

N'y a-t-il pas un risque de découragement des producteurs ?

Le découragement peut survenir quand se cumule la pression sociétale, politique, réglementaire et économique comme en Allemagne. Mais la France n'est pas l'Allemagne. Chez notre voisin, la pression est énorme depuis des années et a conduit à un recul net de sa production. Tout ce qui en faisait la compétitivité (les distorsions fiscales, sociales et environnementales) s'effondre avec de nombreuses réglementations très pénalisantes.

Sans parler des orientations du plan Borchert pour transformer l'élevage porcin d'ici à 2040 : plein air, 40 % de surface en plus, queues entières... En France, la production résiste. Les stratégies d'évolution des éleveurs sont performantes en termes de recherche d'autonomie et de valeur ajoutée. L'organisation en groupements de l'amont est une particularité française et une force en matière de conseil et d'accompagnement des éleveurs.

Comment justifier auprès des consommateurs un surcoût lié à plus de bien-être animal en élevage ?

En 2015, 70 % des Français déclaraient, lors du sondage Eurobaromètre, être prêts à payer plus pour plus de bien-être animal, mais jusqu'à 5 %, voire 10 % plus cher seulement. En 2018, un autre sondage a montré que le premier critère d'achat de jambon était le prix, devant l'origine. Or la transformation des élevages génère des investissements et des surcoûts très élevés. Pour accompagner l'augmentation des prix, trois leviers peuvent être actionnés : la sensibilisation des consommateurs au prix à payer, la communication et la transparence avec des cahiers des charges accessibles et compréhensibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT GUYOT